TICAD

Initiatives japonaises en 2017

TICAD YOKOHAMA 2013

TICAD NAIROBI 2016

Vue d'ensemble

•Le Japon a manifesté lors de la TICAD V (2013, Yokohama) sa volonté de contribuer à la croissance de l'Afrique en utilisant, secteurs public et privé confondus, un montant maximal de 3,2 billions de yens (32 milliards de dollars) sur cinq ans (de 2013 à 2017), puis lors de la TICAD VI (2016 Nairobi) sa volonté de réaliser des investissements pour l'avenir de l'Afrique à hauteur de 30 milliards de dollars, sous couvert de partenariats publics et privés, sur trois ans (2016 à 2018).

•Le Japon a réalisé depuis 2016 des actions pour un montant au moins équivalent à 5 milliards de dollars. De plus, dans le cadre des engagements de la TICAD V, le Japon a, depuis 2013, régulièrement mis en œuvre des actions qui lui sont liées pour un montant total de 2,67 billions de yens (environ 26,7 milliards de dollars, dont 1,39 billions de yens (environ 13,9 milliards de dollars) pour l'APD).

1 Transformation économique pour la croissance de l'Afrique

•L'importance de la croissance économique pour le développement de l'Afrique a été le thème principal de la TICAD. Depuis la TICAD V, la baisse des prix internationales des ressources naturelles est devenue un nouvel enjeu pour beaucoup d'économies africaines qui dépendent du secteur primaire, et en réponse à cela, la TICAD VI a fait de la « diversification de l'économie et l'industrialisation » un pilier important de son action.

•Le Japon, lui aussi, a dûment mis en œuvre des actions dans les domaines des investissements dans les infrastructures de qualité, du développement des ressources humaines pour l'industrie, de l'amélioration de la productivité de l'agriculture, et du renforcement du secteur privé.

1.1 Croissance conduite par le secteur public

Investissements de qualité dans l'infrastructure

•Le Japon a régulièrement mis en œuvre en Afrique, comme dans d'autres parties du monde, les « Principes du G7 d'Ise-Shima pour la promotion des investissements de qualité dans l'infrastructure » qui résultent du sommet du G7 d'Ise-Shima tenu en 2016, et a réalisé, en Afrique, depuis 2016 des investissements d'un montant d'environ 379,7 milliards de yens dans des infrastructures de qualité.

•Lors de la TICAD VI, le Japon a fait l'annonce de la « Stratégie pour un Indo-Pacifique libre et ouvert » dont l'objectif est d'améliorer la connectivité entre l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique. En tant que mesure concrète pour matérialiser cette stratégie, avec en ligne de mire le renforcement de la connectivité interrégionale par la promotion des « investissements de qualité dans les infrastructures », la priorité est donnée à la promotion d'un développement régional intégré, incluant trois régions prioritaires de croissance (le corridor du nord de l'Afrique de l'Est, le corridor de Nacala et l'anneau de croissance de l'Afrique de l'Ouest).

•Le Japon a, depuis 2013, octroyé l'APD à hauteur d'environ 647 milliards de yens dans les aménagements d'infrastructures, incluant les actions susmentionnées.

Unités n° 4 et 5 de la centrale géothermique Olkaria I (photo de la JICA)

Favoriser le développement des ressources humaines pour l'industrie

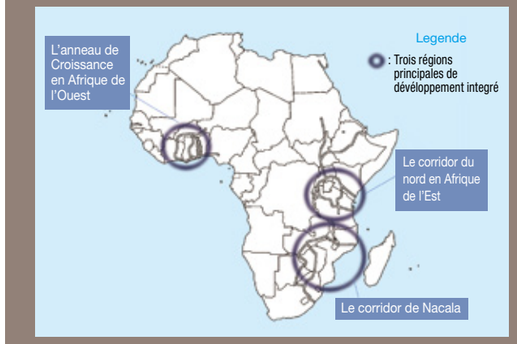
•Accélérer le développement industriel est un des éléments clés à la croissance économique de l'Afrique, comme il l'a été souligné dans le pilier « diversification de l'économie et l'industrialisation » de la déclaration de Nairobi de la TICAD VI. Dans ce contexte, le Japon a annoncé et constamment mis en œuvre son soutien au développement des ressources humaines pour l'industrie en fournissant des opportunités pour la recherche, la formation pratique et l'expérience professionnelle.

•Le Japon a fourni des formations pour 16 585 personnes depuis 2016, et de 48 330 personnes au total depuis 2013, pour les assister à jouer un rôle prépondérant dans les secteurs industriels.

Projet sur le renforcement des entreprises industrielles à travers le KAIZEN (l'amélioration de la qualité et de la productivité) (Tanzanie. photo de la JICA)

Diversification de l'économie et industrialisation à travers le développement à l'échelle régionale

Parvenir à la diversification de l'économie et l'industrialisation, qui constitue l'un des trois piliers de la TICAD VI, requiert de matérialiser les potentialités de l'Afrique à travers non seulement des projets individuels mais aussi par un développement à l'échelle régionale, renforçant la connectivité aux niveaux des régions et du continent africain dans son ensemble. Le Japon, conformément à ce qu'il a annoncé lors de la TICAD VI, promeut un développement régional intégré, basé sur trois régions prioritaires de croissance qui font l'objet d'un fort intérêt de la part des entreprises japonaises : le corridor du nord de l'Afrique de l'Est, le corridor de Nacala, et l'anneau de croissance de l'Afrique de l'Ouest. Plus spécifiquement, la JICA, dans chacune de ces régions, apporte son soutien à l'établissement de plans directeurs stratégiques constituant des lignes directrices pour le développement à l'échelle régionale. Il est attendu que chacun de ces plans directeurs soit achevé cette année. Il est maintenant prévu que cette croissance économique durable de l'Afrique se poursuivra dans une perspective à moyen et long terme en coopération avec des entreprises privés.



Amélioration de l'environnement des affaires

•Le Japon et le Kenya ont signé en août 2016 un traité bilatéral d'investissement (TBI). Actuellement, le Japon mène des négociations en vue de conclure des TBI avec l'Algérie, l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Maroc et la Tanzanie, dans une perspective de protection et de promotion de ses investissements dans ces pays.

•En avril 2017, le Japon a envoyé au Kenya une mission d'affaires conjointe public-privé, au cours de laquelle 65 sociétés japonaises et d'autres pays ont visité le port de Mombasa ainsi que le site de la zone économique spéciale de Mombasa. De plus, en mai 2017, le Japon a envoyé une dixième mission conjointe public-privé de promotion du commerce et des investissements en Afrique au Royaume du Maroc et en République fédérale du Nigeria, mission à laquelle ont notamment pris part 16 entreprises privées et autres entités.

Le port de Mombasa (Kenya)

Activités dans l'industrie minère

•Pour donner un exemple des actions engagées dans le domaine des ressources en métaux, l'Agence japonaise du pétrole du gaz et des métaux (JOGMEC) met en œuvre depuis 2009 un projet de prospection conjointe de métaux du groupe platine en République d'Afrique du Sud.

Chantier de forage pour le projet de prospection de métaux en Afrique du Sud (photo de la JOGMEC)

Améliorer la productivité et la valeur ajoutée dans le domaine de l'agriculture

•L'agriculture, qui emploie plus de la moitié de la population active dans beaucoup de pays, joue un rôle important dans le développement économique et social de l'Afrique. Le Japon, à travers l'approche SHEP qui promeut la transition d'une agriculture de type autosuffisant vers une agriculture commerciale, s'est engagé dans une démarche d'accroissement des revenus des petits paysans. En outre, afin d'améliorer la sécurité alimentaire, il s'est également engagé dans l'accroissement de la production rizicole à travers la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD). Le Japon a également annoncé lors de la TICAD VI qu'il lancerait l'« Initiative pour la Sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique » (IFNA) qui promeut le transfert de techniques de la culture rizicole et une démarche d'amélioration nutritionnelle pour les populations locales.

•Le Japon a fourni des formations à 13 056 personnes depuis 2016 et, 44 368 personnes depuis 2013 pour les aider à jouer un rôle prépondérant dans la promotion de l'agriculture orientée vers les marchés à travers l'approche SHEP.

•Le Japon a également fourni une formation auprès de 25 495 personnes, depuis 2016, dans le cadre de transferts de techniques de la culture rizicole à travers la CARD.

Faciliter le passage aux frontières : le système des postes frontière à guichet unique (One Stop Border Post, OSBP)

Avec 15 pays enclavés en Afrique, le continent africain a besoin d'échanges intrarégionaux étendus pour une croissance économique durable. En particulier, « Pouvoir transporter plus de marchandises, en sécurité, plus rapidement et à bas coût » à travers une meilleure logistique, constitue un enjeu urgent. La JICA, en collaboration avec le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), apporte son soutien aux pays africains en introduisant le système OSBP afin de rationaliser la procédure de passages aux frontières. Le système OSBP a jusqu'à présent été mis en place dans 14 lieux, notamment avec le soutien de prêts, de dons et de l'assistance technique de la JICA. En 2016, l'un d'entre eux, l'OSBP de Rusumo entre la Tanzanie et le Rwanda est devenu opérationnel, permettant notamment un assouplissement des réglementations du trafic transfrontalier des véhicules, ainsi qu'une facilitation des formalités de passage de la frontière. De plus, un guide de référence (Source Book) faisant le point sur les savoir-faire et les enseignements tirés en matière de planification et d'exploitation des OSBP a été établi conjointement par la JICA, la NEPAD, d'autres donateurs, et les communautés économiques régionales. La JICA a aussi apporté son soutien à la promotion de ce système des OSBP en tenant conjointement avec le NEPAD, des réunions régionales en Afrique de l'Est et en Afrique australe en février et mars 2017 afin d'y diffuser ce guide de référence.

Pont international de Rusumo 1 (photo de la JICA)

1.2 Renforcement du secteur privé

Promotion de la collaboration entre le Japon et l'Afrique à travers l'Initiative ABE

•Le Japon a annoncé lors de la TICAD V le lancement de l'Initiative ABE, visant à fournir des opportunités de meilleure éducation et à améliorer la collaboration avec les entreprises japonaises. De plus, lors la TICAD VI, l'Initiative ABE 2.0 a été lancée avec un nouveau pilier se basant sur le développement de capacités de ressources humaines qui sont nécessaires sur terrain.

•Le Japon a fourni une formation à 473 personnes, entre 2013 et 2015, dans le cadre de l'Initiative ABE, et à 731 personnes, depuis 2016, dans le cadre de l'Initiative Abe 2.0.

Collaboration avec le Rwanda mise en œuvre par la Ville de Kobe, le KIC (Kobe Institute of Computing) et des entreprises privées (photo de la JICA)

Financements pour la promotion des investissements privés

•La Banque japonaise pour la Coopération internationale (JBIC) a consenti auprès d'entreprises japonaises (NEC, OCC), en mars 2016, un prêt pour l'export des équipements et des services nécessaires pour la mise en œuvre d'un projet de mise en place d'un câble optique sous-marin dans l'Atlantique-sud par une compagnie angolaise (Angola Câbles S.A.). Le prêt est co-financé par la Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC), et l'assurance commerciale relève de l'Agence japonaise d'assurance-crédit export (NEXI).

•NEXI a accordé une assurance sur investissement à l'étranger, qui est la première pour le Kenya, à Toyota Tsusho Fertilizer Africa Ltd., société financée et mise en place par Toyota Tsusho Corporation, à l'occasion de la construction par cette même compagnie d'une usine de production d'engrais en République du Kenya. Ceci a constitué, pour la NEXI, le premier cas de souscription d'assurance pour l'investissement au Kenya. Ce contrat d'assurance entra en vigueur en novembre 2015.

Activités du secteur privé

•En mai 2017, au Mozambique, s'est tenue une cérémonie d'inauguration des équipements ferroviaires et portuaires du corridor de Nacala, en présence des entreprises participant à ce projet : Mitsui & Co., Nippon Steel & Sumitomo Metal Corporation, JFE Steel Corporation.

Construction de câbles optiques sous-marins dans l'Atlantique-sud (photo avec l'autorisation de NEC)

Représentation de l'usine d'engrais au Kenya à l'achèvement des travaux (photo avec l'autorisation de Toyota Tsusho Corporation)

Le chemin de fer de Nacala, Mozambique

2 Promouvoir la sécurité humaine et une société résiliente

•Comme il l'a clairement été affirmé dans la déclaration de Nairobi issue de la TICAD VI, la sécurité humaine est une idée qui va dans le même sens que la politique consistant à placer l'être humain au centre du développement en Afrique.

•Partant notamment de cette idée, au vu de la situation actuelle en Afrique, la TICAD VI a échangé à propos de « le déclenchement de la maladie à virus Ebola » et de « la survenance fréquente d'attaques guidées par des extrémismes violents » comme de nouveaux défis.

•Le Japon, en réponse à ces défis, pour promouvoir une société résiliente en Afrique, a constamment mis en œuvre des actions basées sur les 2ème et 3ème piliers identifiés lors de la TICAD VI que sont la « promotion de systèmes de santé résilients » et de la « stabilité sociale pour une prospérité partagée ».

2.1 Stabilité sociale et bonne gouvernance

La stabilité sociale en vue d'une prospérité partagée

•Le Japon a jusqu'à présent mis en œuvre des actions et des programmes en vue de la réalisation d'une Afrique en paix et stable, où l'extrémisme violent n'aura pas sa place. Lors de la TICAD VI, le Japon a annoncé sa volonté de soutenir les pays africains pour améliorer leur capacité de partage et d'analyse d'information en rationalisant la gestion des frontières ainsi qu'en fournissant éducation et formation professionnelle. Le Japon a réalisé depuis 2016 des actions en matière notamment de développement des ressources humaines pour un montant d'environ 23,3 milliards de yens, incluant une formation professionnelle dispensée à plus de 16 000 personnes.

•Le Japon a également apporté, depuis 2013, au Sahel de l'assistance humanitaire au développement à hauteur d'environ 152,6 milliards de yens.

Le Centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution au Bénin

Stabilité sociale à travers la convergence de l'humanitaire et du développement

La TICAD VI a défini la « stabilité sociale pour une prospérité partagée » comme l'un de ses trois piliers. A cet égard, pour réaliser cet objectif, le Japon est engagé, en coopération notamment avec les organisations internationales et les autres entités, dans une démarche de « convergence du soutien humanitaire et de la coopération au développement ». Il s'agit d'associer les pourvoyeurs d'aide humanitaire aux réfugiés et les pourvoyeurs d'aide au développement aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent, pour, dans une perspective à moyen et long terme, réaliser la stabilité sociale. Par exemple, le Japon réalise en Ouganda un encadrement aux techniques de riziculture, en coopération avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM), proposant cet encadrement non seulement aux agriculteurs appartenant aux communautés hôtes, mais aussi aux réfugiés, apportant ainsi un soutien qui contribue à les autonomiser. Dans le cadre du Sommet sur la solidarité pour les réfugiés tenu en juin 2017 en Ouganda, la démarche du Japon a été présentée comme une bonne pratique en matière de « convergence du soutien humanitaire et de la coopération au développement ». Sur la base de cette expérience, le Japon poursuivra ses efforts à la promotion de la stabilité sociale en Afrique.

L'aide aux réfugiés en Ouganda (photo de la JICA)

2.2 Protection et autonomisation des personnes

La promotion de systèmes de santé résilients

•Le Japon met dûment en oeuvre une démarche tournée vers la « promotion de systèmes de santé résilients » qui est l'un des pillars de la TICAD VI. Avec cette démarche, le Japon met en l'application de la « Vision du G7 Ise-Shima pour la santé mondiale » issue du sommet.

•Depuis 2016, le Japon a participé à la formation de plus de 6 700 personnes en matière de lutte contre les maladies infectieuses. Et depuis 2013, au total 95 192 personnes ont été formé dans le secteur de la santé, et a en œuvre des mesures qui lui sont liées pour un montant d'environ 57,6 milliards de yens.

L'examen médical d'un patient (Ethiopie. photo d'Atushi Shibuya/ JICA)

Mesures contre le changement climatique et les catastrophes naturelles

•Le continent africain est très vulnérable au changement climatique. Des actions dans le domaine de l'environnement, incluant des mesures contre les catastrophes naturelles, sont d'une importance extrême pour une croissance durable et résiliente. La TICAD VI a reconnu le caractère indispensable de ces mesures en vue de la stabilité sociale en Afrique.

•Depuis 2016, le Japon a mis en œuvre des mesures contre le changement climatique et les catastrophes naturelles pour un montant d'environ 128,5 milliards de yens, incluant la formation d'environ 3 000 personnes. Les mesures mises en œuvre depuis 2013 représentent 226,3 milliards de yens.

Le café sauvage, qui pousse spontanément dans les forêts naturelles, est rare et d'une valeur marchande élevée. Un projet de système de certification apporte un soutien conciliant entre accroissement des revenus et préservation des forêts. (Ethiopie. photo de la JICA)

Promouvoir l'enseignement

•L'enseignement étant un élément essentiel pour assurer un développement humain durable, la TICAD a jusqu'à présent accordé une grande importance aux possibilités d'accès à l'éducation et à l'amélioration de la qualité de l'enseignement. La TICAD VI a souligné l'importance d'un enseignement de qualité pour les jeunes et les femmes en tant qu'enjeu transversal favorisant à consolider l'instauration d'une transformation économique structurelle et une stabilité sociale.

•Depuis 2016, le soutien du Japon a permis à environ 2,5 millions de personnes d'accéder à l'enseignement. Et depuis 2013, le Japon a contribué à la scolarisation d'environ 18,9 millions d'enfants avec un enseignement de qualité.

Atelier de création d'outils en vue d'améliorer les cours dans une école de formation pour enseignants (Burkina Faso. photo de la JICA)

Soutien aux programmes politiques pour l'application de la couverture sanitaire universelle (CSU)

Dans le cadre de la « promotion de systèmes de santé résilients », l'un des piliers de la TICAD VI, la promotion de la CSU en Afrique représente un enjeu important. Le Japon aide à l'élaboration de politiques de santé ainsi que leur mise en œuvre au Kenya et au Sénégal, pays modèles en matière de promotion de la CSU. Ce soutien consiste notamment à ce que la JICA envoie des experts dans le domaine de la santé pour les aider à développer leurs politiques de santé, et à ce qu'elle met à disposition des financements pour leur mise en œuvre via à des prêts en yens accordés sous condition d'atteinte d'objectifs. Le Kenya et le Sénégal, qui ont signé l'entente de prêt en yen respectivement en août 2015 et en mai 2016, ont déjà réalisé tous les objectifs politiques fixés au moment de la signature. De plus, des organisations internationales, à commencer par la Banque mondiale, coopèrent à ce soutien aux politiques menées dans ces différents pays. Le Japon poursuivra son action de soutien en collaboration avec ces organisations internationales.

Bonnes pratiques dans les pays d'Afrique

1 Agriculture

●Projet d'Amélioration de la Productivité Rizicole et de Gestion de bassins-versants et Périmètres irrigués en République de Madagascar (PAPRiz Etape 2)

À Madagascar, la production du riz, qui est à la base de l'alimentation, atteint 4 millions de tonnes par an, ce qui fait de ce pays le deuxième en termes de production parmi les membres de l'initiative CARD. Néanmoins, en raison de l'augmentation de la consommation de cette céréale, le pays n'a toujours pas atteint l'autosuffisance. Ce projet, visant à augmenter la production de riz basé sur les paquets techniques rizicoles développées et jugées efficaces dans le cadre de sa première phase (PAPRiz), développe sur une plus large échelle la diffusion de techniques de culture appropriées auprès des riziculteurs dans cinq préfectures. Ce projet contribue en même temps à former du personnel pour diffuser et développer ces techniques dans six autres préfectures nouvellement ciblées. Les supports de diffusion tels que les vidéos pédagogiques dans lesquelles des acteurs locaux célèbres ont participé, et les programmes de télévision et de radio sont hautement appréciés du public.

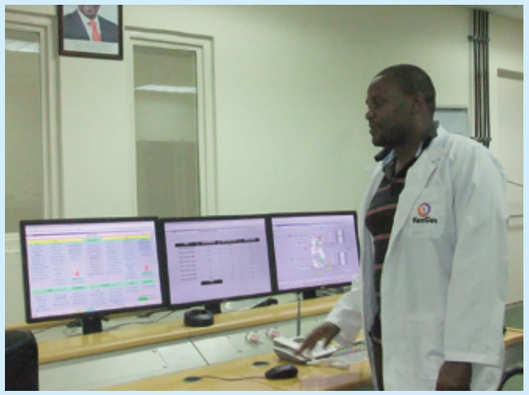
Le projet d'Amélioration de la Productivité Rizicole à Madagascar (photo de la JICA)

Le projet de la CARD à Madagascar (photo de la JICA)

2 Infrastructures et environnement

●Production d'électricité géothermique à Olkaria (Kenya)

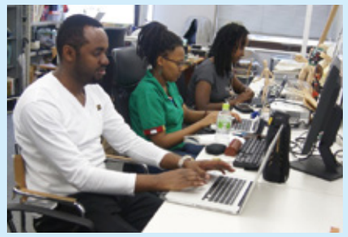
La croissance économique kenyane s'accompagne, d'année en année, d'une augmentation de la demande en électricité. Les prévisions estiment qu'elle augmente chaque année de 14,5 % jusqu'en 2020. Actuellement, la capacité totale de production en électricité du Kenya se situe autour de 2 221 MW dont l'électricité géothermique représente 29 % (644 MW). L'électricité géothermique, produite à l'aide de la vapeur jaillissant des profondeurs du sous-sol, fait l'objet de toutes les attentions car elle est stable, ne dépendant pas de la météorologie, et écologique en raison de sa faible émission de dioxyde de carbone. Tenant compte du fait que la capacité de production géothermique de la région d'Olkaria au Kenya représente 84 % (540 MW) de la capacité totale du Kenya, le Japon y a mis en œuvre plusieurs mesures de soutien afin de renforcer cette source stable d'énergie de base. Le soutien du Japon a débuté en 1979, avec l'assistance à l'étude du plan de développement de l'électricité géothermique. En 1981, le Japon a fourni une turbine japonaise à la centrale d'Olkaria I, qui fut la première centrale géothermique d'Afrique de l'Est. Il est à noter que cette turbine, qui fonctionne depuis 36 ans, continue aujourd'hui à produire de l'électricité.


La salle de contrôle dans la centrale géothermique d'Olkaria (photo de la JICA)

Deux prêts en yens ont été octroyés, l'un en 2010 et l'autre en 2015, afin de construire des centrales électriques géothermiques d'une capacité totale de 350 MW, et ce sont, là encore, des turbines de fabrication japonaise qui sont utilisées. De plus, via une coopération technique mise en œuvre auprès de l'Entreprise de développement de la géothermie (Geothermal Development Company Ltd.) du Kenya, le Japon soutient le renforcement des capacités de sélection des sites de forages géothermiques et la mise à jour du plan de développement de la géothermie. Le Gouvernement kenyan projette d'ici 2030 de couvrir environ 30 % de la puissance électrique totale du pays grâce à l'électricité géothermique. Le Japon va poursuivre sa politique de coopération au développement, de façon comprehensible, de la géothermie dans la région d'Olkaria.

3 Développement des ressources humaines dans l'industrie (1)

●L'Initiative ABE (collaboration entre le Rwanda et la Ville de Kobe)


Les étudiants de Ruwanda au KIC (photo de la JICA)

Le Rwanda qui, une vingtaine d'années seulement après la fin de la guerre civile, a connu une croissance économique appelée « miracle africain », concentre toute son énergie dans la promotion des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) en visant au développement national basé sur les TIC. Grâce à l'Initiative ABE, l'Institut d'Informatique de Kobe (Kobe Institute of Computing, KIC) et la Ville de Kobe ont grandement contribué à cette démarche du Rwanda.

L'Initiative ABE a permis à 26 jeunes Rwandais d'étudier jusqu'à présent au Japon, dont la plupart projette de lancer une entreprise en ayant recours aux TIC. 14 d'entre eux étudient au sein du KIC, qui est devenu un lieu important de formation pour les jeunes rwandais dans le domaine des TIC.

Dans ce contexte, le KIC a lancé en 2014 l' «initiative K », avec la collaboration de la Chambre de commerce et d'industrie des TIC du Rwanda, afin de créer 1 000 emplois au Rwanda d'ici 2020. Encouragée par cette démarche du KIC, la Ville de Kobe a aussi mis en place un dispositif de coopération avec le Rwanda, par une conlusion d'un « accord de partenariat sur les TIC » avec la Ville de Kigali en 2016. Via l'Initiative ABE, une synergie entre l'industrie, le gouvernement et le milieu universitaire, pour le développement du Rwanda, en matière de TIC, a été développée.

4 Développement des ressources humaines dans l'industriet (2)

●KAIZEN (séminaires de partage des connaissances et autres activités.)

La croissance économique durable de l'Afrique nécessite davantage de diversification de son économie, et une sortie d'une économie continentale trop dépendante du secteur primaire. De plus, pour répondre à la croissance démographique africaine, dont il est prévu que la population active dépasse en 2030 celle de la Chine et de l'Inde, les conditions de travail décentes et la création d'emplois constituent pour elle un défi urgent.

Pour augmenter la productivité du secteur privé, secteur créateur d'emplois, et pour améliorer la compétitivité de l'industrie africaine, le Japon s'est engagé dans la diffusion et l'application de la méthode KAIZEN, outil japonais visant à l'amélioration de la qualité et de la productivité. Lors de la TICAD VI, le Premier ministre japonais S.E.M.Shinzo ABE a annoncé que le Japon coopérerait avec le NEPAD à diffuser la méthode KAIZEN en Afrique, et améliorerait de 30 % de la productivité des usines qui auront introduit cette méthode. En 21 avril 2017, la JICA et le NEPAD ont lancé le programme « KAIZEN Initiative en Afrique » qui a pour vocation de ; 1) transformer la structure de l'économie africaine, 2) créer des emplois et des conditions de travail décentes, et 3) former du personnel compétitif et innovant. Ce programme contribuera au développement des industries en Afrique d'ici 2027 en 1) sensibilisant au niveau politique, 2) aménageant des centres d'excellence, 3) normalisant les activités KAIZEN, et 4) encourageant l'industrie en Afrique par établissant un réseau.

En 26 avril 2017, la première action de ce programme a été la tenue à Nairobi (Kenya) d'un séminaire de partage des connaissances sur la méthode KAIZEN. Plus de 120 personnes représentant les organismes de 16 pays promouvant la méthode KAIZEN, dont les pays africains ainsi que la Malaisie et l'Argentine, se sont réunis pour débattre sur la diffusion et le développement de la méthode KAIZEN en Afrique.

Une conférence de presse commune pour le lancement d'initiative du KAIZEN en Afrique (photo de la JICA)

5 Science et technologie

●Contribution du Japon en Afrique dans le domaine de la science et de la technologie

Le Japon contribue à la promotion de la science et de la technologie en Afrique qui sont des éléments déterminants dans le développement du continent.

L'Université Égypte-Japon des Sciences et de Technologie (E-JUST) a ouvert ses portes en 2010 pour viser à établir un grand centre de formation scientifique et technologique en Afrique. Jusqu'à avril 2017, 93 étudiants ont été diplômés en doctorat et 78 diplômés en master. L'Université a commencé à accueillir des étudiants d'autres pays d'Afrique à partir de 2015, et devrait compter, en septembre 2017, 22 étudiants étrangers venant de 7 pays différents.

Un formateur japonais qui fournit des orientations aux étudiants à l'E-JUST (photo de la JICA)

Un expert japonais qui conseille des étudiants à l'E-JUST (photo de la JICA)

L'Institut de l'Université Pan Africaine pour les Sciences Fondamentales, la Technologie et l'Innovation (PAUSTI), hébergé à l'Université Jomo Kenyatta d'Agriculture et de Technologie (JKUAT), qui bénéficie depuis de longues années du soutien du Japon, a accueilli 310 étudiants en master et en doctorat venant de 34 pays africains en quatre promotions. Dès la première promotion, 55 étudiants ont été diplômés. Par exemple, l'un des diplômés PAUSTI, M. Sadiq Abubakar Gulma (de nationalité nigériane) a été récompensé en 2015 d'un prix allemand pour sa contribution dans le domaine environnemental, ayant été hautement estimé pour la qualité de son mémoire de master et ses activités en faveur de l'environnement après sa fin d'étude.

La JICA a soutenu l'Institut supérieur de technologie de Tumba (Tumba College of Technology, TCT) au Rwanda depuis sa création en 2007. Dans le domaine des TIC, la collaboration entre le TCT, les collectivités locales japonaises et les entreprises japonaises a tendence à s'accélérer. Il est attendu que le TCT developpe en tant qu'un centre de formation dans le domaine des sciences et des technologies.

6 Enseignement

●Projet pour renforcement de l'enseignement pratique dans les centres de formation des Enseignants-élève (PROSPECT) au Burkina Faso

Alors que le taux de scolarisation dans le primaire a nettement progressé au Burkina Faso grâce à l'action du gouvernement, le pays reste confronté à des problèmes comme la stagnation du niveau scolaire des élèves et l'insuffisance de compétences chez les enseignants. Dans ce contexte, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement, il est urgent de perfectionner le programme de formation des enseignants, générant ainsi un nombre important d'enseignants compétents avec des méthodes d'enseignement adaptées au niveau scolaire des enfants.

Le Japon a coopéré avec le Burkina Faso pour améliorer le niveau de formations dispensées aux enseignants déjà en poste en sciences et en mathématiques en école primaire, à travers le Projet d'amélioration de l'enseignement des mathématiques et sciences au primaire au Burkina Faso (phases 1 et 2). Dans l'objectif d'améliorer la capacité des personnes formées dans les centre de formation d'enseignement, des outils tels que des guides, des vidéos de cours, des tests d'évaluation des capacités ont déjà été élaborés. Ces outils sont utilisés pour fournier une guide pratique de formation aux stagiaires. Les résultats ont été très bons dans les établissements concernés : les cours prenant en compte ces nouvelles méthodes ont augmenté, les activités d'apprentissage pratique ont été systématisées et les étudiants eux-mêmes ressentent que leurs compétences se sont améliorées. Aussi, en coopération avec le gouvernement burkinabé, le Japon va dorénavant étendre ces outils à l'ensemble du pays et continuer à former de futurs enseignants avec de bonnes compétences pédagogiques.

L'assistance téchnique aux enseignants stagiaires sur l'application des outils éducatifs à Burkina faso (photo de la JICA)

7 Santé

●Partenariat pour le renforcement des systèmes de santé en Afrique (PHSSA)

En Afrique subsaharienne, il est urgent d'augmenter le nombre du personnel dans le secteur de la santé étant donné de la manque de personnes qualifiées travaillant dans la santé et la médecine. Le nombre d'établissements capables de prendre en charge la formation professionnelle est extrêmement limité dans cette région. Pour cette raison, depuis 2011, le « Partenariat pour le renforcement des systèmes de santé en Afrique » a fourni des formations en Afrique pour renforcer les capacités de gouvernance, leadership et gestion dans l'objectif de former des travailleurs dans les secteurs de la santé et de la médecine dans l'ensemble du continent. Jusqu'à présent, ce projet a permis de proposer 12 formations dispensées en anglais, français et portugais et dont 321 personnes de 38 pays ont pu bénéficier, notamment des fonctionnaires de la santé aux niveaux national et local, et des directeurs d'établissement de formation. Les personnes ainsi formées ont pu à leur tour donner des formations à environ 3 000 personnes dans leurs pays respectifs et ils continuent de le faire chaque année. Des formations en ligne seront bientôt ajouté à ces programmes de formation, permettant ainsi une diffusion plus large en Afrique.

Un cours du PHSSA (photo de la JICA)

Les stagiaires dans un cours du PHSSA (photo de la JICA)

8 Stabilité sociale

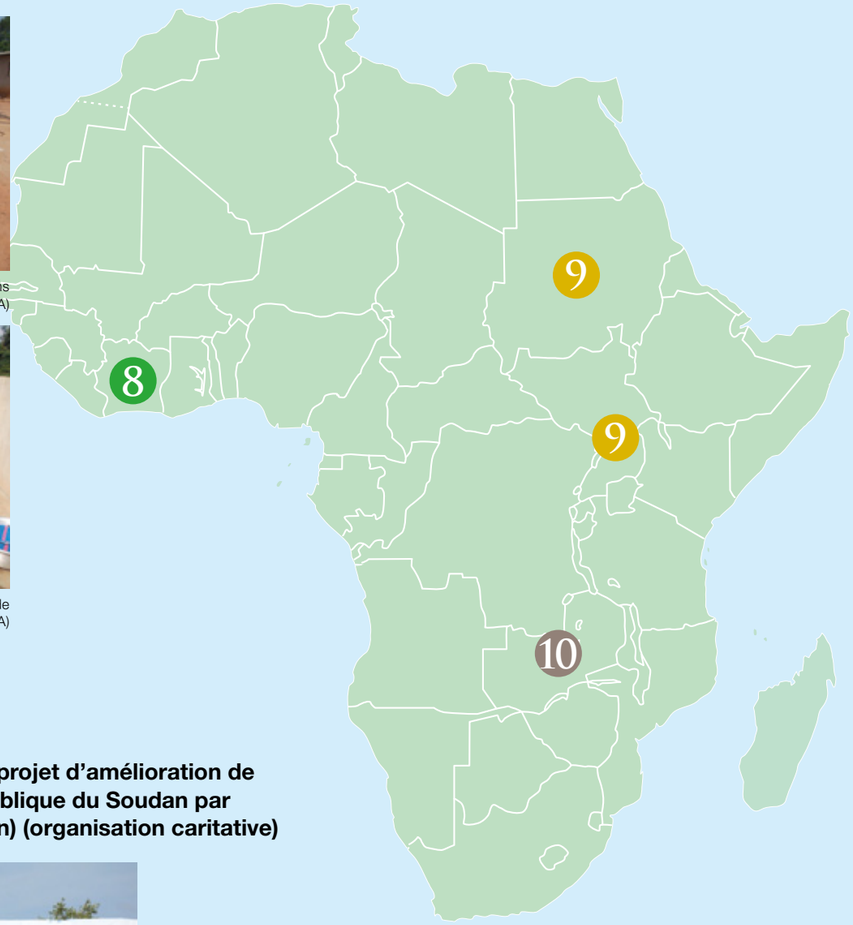
●Projet de développement des ressources humaines pour le renforcement de l'administration locale dans les zones centre-nord de la Côte d'Ivoire

Durant la guerre civile de 2002, les zones centre-nord de la Côte d'Ivoire sont passées sous le contrôle des forces anti-gouvernementales et ont été fortement impactées par le conflit. Les institutions administratives locales ont été forcées de cesser de fonctionner et ont dû faire face à de nombreux défis après la fin de la guerre civile pour rouvrir les services publics et reconstruire les infrastructures de base.

Dans ce projet, des programmes pilotes (construction ou réhabilitation de 77 ouvrages hydrauliques, ainsi que de 11 écoles primaires) ont été mis en œuvre dans la région de Gbèkê située dans cette même zone dans le but de renforcer les capacités des personnels administratifs locaux en termes de planification, d'achats, de maîtrise d'ouvrage, de suivi. Concrètement, le projet vise à améliorer les relations entre l'administration et les populations, notamment par l'écoute, la prise en compte dans les plans des besoins des populations, et par les explications données aux populations sur les plans établis en se fondant sur des données. D'ailleurs, le projet a soutenu la réalisation de mécanismes de coordination sous l'égide de la Région en clarifiant les rôles entre les institutions centrales, leurs antennes régionales et les gouvernements locaux. Les résultats ont été regroupés sous la forme d'un « modèle de Gbêkê » qui a fait l'objet d'un partage avec la Région de Gbêkê, les ministères centraux concernés (ministère de l'Intérieur, ministère de l'Économie et des Infrastructures, ministère de l'Éducation, etc.). Une enquête effectuée auprès des populations avant la fin du projet a montré qu'un sentiment de confiance envers l'administration s'est développé, avec notamment 71 % des réponses indiquant que la communication avec les services administratifs locaux a été améliorée, et 81 % de réponses indiquant que ces mêmes services comprennent correctement les besoins des populations.

Un équipement de la distribution d'eau aménagé dans le cadre d'un projet-pilote (photo de la JICA)

Des habitants qui utilisent l'équipement de la distribution d'eau (photo de la JICA)



9 Collaboration avec les ONGs (1)

●Soutien d'urgence aux réfugiés Sud-soudanais en Ouganda et projet d'amélioration de l'environnement en matière d'eau et d'assainissement en République du Soudan par l'association japonaise d'assistance et de secours (l'AAR Japan) (organisation caritative)

Depuis septembre 2016, l'AAR Japan a fourni une aide humanitaire dans le Nord de l'Ouganda, une zone confrontée à l'afflux de plus de 800 000 réfugiés sud-soudanais. Cette organisation caritative a jusqu'à présent distribué des fournitures d'aide humanitaire à 3 000 ménages dans le camp de réfugiés de Bidibidi (district de Yumbe) et apporté un soutien éducatif aux enfants incluant la mise en place de 60 salles de classe provisoires. Ce projet est réalisé grâce à des subventions de la plateforme « Japan Platform » sur des fonds d'origine gouvernementale.

(photo avec l'autorisation de l' AAR Japan)

Par ailleurs, en République du Soudan, depuis février 2016, en recourant à des subventions d'aide aux projets des ONGs japonaises fournies par le Ministère japonais des affaires étrangères, cette ONG met en œuvre un projet d'amélioration de l'environnement en matière d'eau et d'assainissement. Dans l'état de Kassala, partie orientale du pays qui est confrontée à de graves problèmes d'insuffisance de ressources en eau et précarité sanitaire, le projet a contribué à l'amélioration de l'environnement en matière d'eau et d'assainissement d'environ 2 000 habitants, à travers l'aménagement d'ouvrages hydrauliques, la construction de toilettes, et des activités de sensibilisation à l'hygiène.

(photo avec l'autorisation de l' AAR Japan)

10 Collaboration avec les ONGs (2)

●Projet de guichet unique pour les services de santé maternelle et des infantile en Zambie par l'organisation japonaise pour la coopération internationale en planning familial (JOICFP)

Afin de renforcer la santé des mères et des enfants ainsi que celle des adolescents en milieu rural, la JOICFP a fondé des sites à guichet unique regroupant des services hospitaliers de santé maternelle et infantile, des maisons pour les femmes en attente d'accouchement, des centres pour les jeunes et des résidences pour sages-femmes. Elle a aussi encouragé la formation de volontaires de santé tels que des agents de promotion de santé maternelle et infantile et des jeunes pairs-éducateurs. Ces activités ont été financées avec les subventions d'aide aux projets des ONGs japonaises offertes par le gouvernement japonais et les organisations et entreprises privées.

Depuis que ces activités sont menées par les résidents et conduites en collaboration avec les ONGs et les gouvernements locaux, celles-ci sont dénommées C+ PPP, le C de « communauté » venant s'ajouter au PPP de « partenariat public-privé ». Par exemple, les vélos producteurs d'électricité mis en place avec l'aide de la fondation JKA, sont, hormis les déplacements des volontaires, précieux pour les accouchements de nuit et les exercices physiques des femmes enceintes. De surcroît, nombre d'entreprises et de groupes japonais soutiennent diverses activités, parmi lesquelles

▼Formation de ressources humaines (Fondation Terumo pour les sciences de la vie et pour les arts)

▼Mise en place de réservoirs d'eau (Glide Enterprise, Soroptimist International Tokyo Ginza), et de panneaux solaires (Shiseido, Lumine, Virina Japan)

▼Fourniture de T-shirts pour les agents de promotion de santé maternelle et infantile et la réparation des maisons pour des femmes en attente d'accouchement (Virina Japan)

▼Consultations post-natales et les cours de planning familial (To mothers Michinoku)

Les résidents locals apprenant la santé reproductive (photo avec l'autorisation de JOICFP)

Les femmes enceintes dans une maison d'acconchement (photo avec l'autorisation de JOICFP)

Ministère des Affaires étrangères
2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo
100-8919, Japon
Tel: +81 (0)3-3580-3311
http://www.mofa.go.jp

TICAD YOKOHAMA 2013

TICAD NAIROBI 2016